



COMMISSION DE
L'OCÉAN INDIEN

Du 22 au 28 septembre 2020

Les articles contenus dans ce document n'engagent que les auteurs et les sources dont ils émanent. Ils ne reflètent en aucun cas une position officielle de la COI.

1. COI et ses projets

1.1 Environnement.....2

- Lancement de 'Nou lagon nou leritaz, ensam anou protez nou laplaz' une initiative conjointe de l'Union européenne et de la Tourism Authority pour sensibiliser les citoyens à la protection des océans

2. Centres d'Intérêts

2.1 Pêche.....4

- Production agricole et halieutique: la production de poisson a diminué à 12 278 tonnes (- 22,3%) de janvier – juin 2020
- Secteur pêche : une nouvelle gestion des activités halieutiques en vue

2.2 Environnement.....6

- Intervention anti-pollution marine : Exercices pratiques de simulation à Fort-Dauphin

2.3 Coopération.....7

- Relations économiques : la Chine et Maurice entament une nouvelle étape de collaboration

2.4 Economie.....9

- Finances : la promulgation des mesures du discours du budget

2.5 Tourisme.....10

- Sainte-Marie : Reprise progressive du tourisme, des offres promotionnelles lancées

Lancement de 'Nou lagon nou leritaz, ensam anou protez nou laplaz' une initiative conjointe de l'Union européenne et de la Tourism Authority pour sensibiliser les citoyens à la protection des océans

Les équipes de la Délégation de l'Union européenne et de la Tourism Authority se sont réunies hier matin pour une action de nettoyage à la plage publique de Rivière des Créoles et dans certaines zones affectées par la pollution maritime suite au naufrage du Wakashio. Elles se sont ensuite rendues à Falaise rouge pour la signature d'un protocole d'accord entre la Tourism Authority et Reef Conservation Mauritius pour la sensibilisation des acteurs du tourisme à la protection des mangroves. Cette action marque le lancement sur le terrain de l'initiative 'Nou lagon nou leritaz, ensam anou protez nou laplaz' qui a pour objectif de sensibiliser les citoyens à la protection des océans et des zones côtières, en particulier des mangroves. L'initiative, qui va durer 4 semaines, sera clôturée le dimanche 18 octobre avec une journée de sensibilisation pour le grand public à Mont Choisy.

Dans une brève allocution destinée à accueillir les participants sur la plage publique de Rivière des Créoles, S.E.M. Vincent Degert, Ambassadeur de l'Union européenne auprès de la République de Maurice, a déclaré :

Cette action a mobilisé les membres du personnel de la Délégation de l'Union européenne et de la Tourism Authority, le Directeur de la Tourism Authority, le Président de la Beach Authority, les membres de la Team Europe (Ambassade de France, Antenne de la Région Réunion à Maurice et GIZ – coopération allemande) autour d'une action citoyenne dans une zone affectée par la pollution maritime suite au naufrage du Wakashio. Les représentants de Reef Conservation et de la Commission de l'océan Indien – avec laquelle l'Union européenne a un partenariat de longue date dans le domaine de la protection de l'environnement – ont également participé à cette action.

Equipées de bottes et de combinaisons, une quarantaine de personnes ont participé au nettoyage de la plage publique de Rivière des Créoles. Une dizaine de participants a accompagné, sur deux autres sites à Vieux Grand Port et à Bois des Amourettes, les équipes de Le Floch Dépollution, entreprise mobilisée pour le nettoyage des côtes suite au déversement d'hydrocarbures dans le lagon en août dernier. A Rivière des Créoles, les participants ont ramassé plus de 200 kilos de déchets divers qui ont ensuite été collectés par le District Council.

L'action de nettoyage a été suivie d'une cérémonie de signature d'un protocole d'accord entre la Tourism Authority et Reef Conservation Mauritius. Avec ce protocole, Reef Conservation Mauritius animera une série de sessions pour sensibiliser les acteurs du secteur touristique dont le métier est

directement lié à la mer (notamment les plaisanciers) à la protection des mangroves. Cette action de sensibilisation sera menée dans le contexte du projet Sustainable Island mis en œuvre par la Tourism Authority et financé par l'Union européenne au titre de son programme Switch Africa Green.

La cérémonie de signature a été l'occasion pour la Délégation de l'Union européenne d'annoncer de nouveaux projets pour soutenir les efforts de réhabilitation de l'écosystème et de la biodiversité, notamment en matière de recherche scientifique avec l'Université de Maurice, et de valorisation des services des écosystèmes et de la biodiversité avec **la Commission de l'océan Indien**. Par ailleurs, l'Union européenne signera bientôt un nouveau programme avec le NPCS (National Parks and Conservation Services) selon le concept de 'from ridge to reef' (approche intégrée « du massif au récif ») qui met l'accent sur les mangliers.

Avec cette journée d'action, la Délégation de l'Union européenne, la Tourism Authority, la Team Europe et les autres institutions présentes démontrent qu'elles sont engagées de façon concrète dans la protection et la gestion durable des océans et des zones côtières, notamment des mangroves. C'est également une manière de sensibiliser le grand public à l'importance des océans, ainsi qu'aux conséquences de l'action humaine sur ces écosystèmes marins et sur toutes les espèces qui y vivent qu'il s'agisse de dauphins, de tortues, de baleines à bosse ou de cachalots.

L'action à la plage publique Rivière des Créoles a été réalisée suite aux autorisations octroyées par les autorités concernées.

L'initiative 'Nou lagon nou leritaz, ensam anou protez nou laplaz', qui va durer 4 semaines, sera clôturée le dimanche 18 octobre avec une journée de sensibilisation pour le grand public à Mont Choisy. Elle entre dans le cadre de la campagne globale EUBeachCleanUp qui est mise en œuvre depuis quatre ans aux mois de septembre et d'octobre par l'Union européenne et toutes ses Délégations de l'UE à travers le monde.

Production agricole et halieutique: la production de poisson a diminué à 12 278 tonnes (- 22,3%) de janvier – juin 2020



C'est ce qui ressort des derniers chiffres rendus publics par Statistics Mauritius, en date du 25 septembre

La production de poisson a diminué de 22,3% (de 15 800 tonnes à 12 278 tonnes) de janvier à juin 2020. C'est ce qui ressort des derniers chiffres rendus publics par Statistics Mauritius, en date du 25 septembre. De même, il est établi que la production animale a diminué passant de 1 459 tonnes à 1 192 tonnes, soit un taux de 18,3% au cours de la même période. De ce fait, la production de volaille a subi une baisse passant de 24 600 à 22 500 tonnes, soit une baisse de 8,5% de janvier à juin 2020.

S'agissant de la production agricole, il est noté qu'à la fin de juin 2020, il y a 467 hectares de canne à sucre pour la récolte 2020 qui ont été récoltés, produisant 37 104 tonnes de canne à sucre et 5 082 tonnes de sucre. Les chiffres correspondants pour la même période de 2019 étaient respectivement de 1 228 hectares, 96 747 tonnes de canne à sucre et 11 709 tonnes de sucre.

Pour ce qui est de la production de thé (feuilles vertes), une baisse a été enregistrée. La production a diminué, passant de 4970 tonnes à 2606 tonnes, soit un taux de 47,6% par rapport à la même période de 2019.

Toujours au niveau de la production agricole, il est constaté que de cultures vivrières s'étendant sur une superficie totale de 2 981 hectares ont été récoltées au premier semestre 2020. La production a été estimée à 31 120 tonnes. Il est à noter qu'il n'y a pas eu de production de riz paddy au premier semestre 2020 contre 21 tonnes au cours de la même période de 2019.

Il est à noter que le verrouillage dû à la pandémie de Covid-19 a nui à la production au premier semestre 2020. De plus, des conditions climatiques défavorables ont affecté la production des cultures agricoles.

Secteur pêche: une nouvelle gestion des activités halieutiques en vue

Par Les Nouvelles sur 26/09/2020



L'Etat envisage une nouvelle stratégie pour améliorer l'exploitation des ressources halieutiques à Madagascar. Plusieurs initiatives sont en perspective pour assurer le développement durable de ce secteur, mais également pour augmenter les revenus des opérateurs locaux.

Nouvelle gestion des activités halieutiques. Plusieurs mesures sont en gestation pour améliorer l'exploitation des produits de pêche à Madagascar. Parmi lesquelles, « Le débarquement des produits pêchés sur le territoire avant l'exportation dans d'autres pays, sera désormais obligatoire », ont annoncé hier, les responsables au niveau du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche (Maep).

Cette nouvelle disposition fait partie des discussions entre Madagascar et l'Union européenne dans le cadre de la préparation du nouvel accord de pêche. Auparavant, les bateaux européens mettent directement le cap vers leur pays après leurs activités dans les zones de pêche de Madagascar.

Pour le ministère de tutelle, la nouvelle décision apportera plus de valeur ajoutée à l'exploitation des ressources halieutiques du pays.

Un système de quota

Dans le même registre, l'Etat prévoit également de remettre en place les quotas des produits halieutiques les plus exploités pour assurer leur exploitation durable. Notons que le système de quota est déjà appliqué dans l'exploitation des crabes de mangrove. La valorisation des produits à travers la transformation est également au programme. A ce sujet, l'Etat compte accompagner les opérateurs dans le secteur dans la mise en place des infrastructures adéquates.

Avec une production totale de 163.500 tonnes de ressources halieutiques par an et une part de 13% dans le secteur de l'exportation, le secteur de la pêche représente 7% du PIB national en 2017.

Ce secteur fournit un emploi direct à près de 100.000 personnes dans le pays, à savoir 23.000 dans la pêche industrielle et 85 000 dans la pêche traditionnelle. En outre, les activités de pêche constituent un moyen de subsistance pour 1 million de Malagasy, selon les enquêtes menées par la Coalition pour des accords de pêche équitables (Cape).

Riana R.

Intervention anti-pollution marine : Exercices pratiques de simulation à Fort-Dauphin



Exercice pratique d'intervention en mer, hier à Fort-Dauphin.

Les risques de déversement de produits pétroliers et de produits chimiques sont élevés sur les zones marines de Madagascar, où passent chaque année plus de 7000 bateaux, selon le ministère de l'Environnement et de la météorologie. C'est la raison pour laquelle, les techniciens de l'organe de lutte contre l'évènement de pollution marine (OLEP) suivent des formations périodiques et font des exercices pratiques pour se préparer aux cas de déversement. Cette semaine, les différents acteurs concernés ont suivi une formation théorique de trois jours à Fort-Dauphin. Hier, ils ont effectué une simulation pratique au niveau du port d'Ehoala. Selon les représentants de l'OLEP, l'exercice pratique consistait en la mise en place d'un barrage en forme de « J » sur 130 mètres depuis un remorqueur qui porte un dispositif permettant d'aspirer l'hydrocarbure en mer, suivant les normes et les lois sur l'environnement. Selon l'OLEP, Madagascar dispose déjà de 3 300 barrages, 461 boudins, 22 motopompes et 22 écrémeurs pour les interventions en cas de déversement. Pour sa part, le ministère chargé de l'Environnement a indiqué que Madagascar dispose des compétences techniques et des matériels nécessaires pour faire ce genre d'intervention pour l'extraction d'hydrocarbure ou de produits chimiques déversés en mer. D'après les explications, ces produits doivent, par la suite, être traités pour séparer ceux qui sont encore utilisables des déchets.

Relations économiques : la Chine et Maurice entament une nouvelle étape de collaboration



En marge du 71e anniversaire de la fête nationale de la République populaire de Chine, par le biais d'un partenariat avec le Défi Media Group, nous donnons la parole à des personnalités qui sont au cœur de l'avancement des relations entre les deux pays.

Questions à...



Tong Huihong, Deputy CEO, Bank of China (Mauritius) Limited : «Plus de 100 compagnies chinoises viendront s'installer à Maurice»
Tong Huihong est au pays depuis que la banque s'y est installée. Elle explique que les deux pays ont connu une trajectoire de développement similaire.

La Bank of China a ouvert une branche à Maurice en 2016. Qu'est-ce qui a motivé cette décision ?

Les deux pays partagent une trajectoire de développement similaire. Depuis l'établissement de relations diplomatiques en 1972, les deux pays ont vu leurs échanges amicaux en termes de population, de politique, d'économie, de commerce et de culture s'approfondir. Ils ont signé des accords bilatéraux d'exemption de visa. De plus, Maurice est une des économies les plus développées du continent, avec un Produit intérieur brut par tête d'habitant de USD 11 238.

Dans le futur, les économies africaines sont appelées à représenter le nouveau moteur l'économie mondiale. Maurice deviendra un leader bien mérité des économies africaines, tout en jouant son rôle de pont reliant le continent aux autres parties du monde.

Ensuite, la finance et l'offshore se développent et prospèrent. Agissant avec clairvoyance, le gouvernement fait de la finance et de l'offshore un pilier important. Il est bien placé pour devenir une plateforme de règlement majeure, jouant ainsi un rôle essentiel dans l'intégration mondiale. [Suite de l'article](#)

Finances : la promulgation des mesures du discours du budget



Plusieurs règlements ayant trait aux impôts sur les revenus seront promulgués par le ministre des Finances afin de permettre l'entrée en vigueur d'une série de mesures contenues dans l'annexe au discours du budget.

Ces mesures comprennent la dépréciation accélérée des capitaux engagés pour l'achat de machines ou équipements électroniques de haute précision et d'équipements automatisés; l'extension de la définition des équipements de technologie verte pour inclure les équipements et machines utilisés pour éliminer, réduire ou transformer les déchets industriels; l'énonciation d'une formule de retenue à la source pour les employés qui ont soumis un formulaire de déclaration d'employé et sont assujettis à la taxe de solidarité; des précisions et conditions que les banques devront remplir pour bénéficier du taux réduit d'imposition des sociétés de 5% sur les revenus déterminés; et préciser que le CSR reste exigible à partir de l'année d'imposition 2021/2022 par une entreprise ayant bénéficié d'un congé d'impôt sur le revenu et par une compagnie d'assurances soumise à l'impôt minimum de remplacement. En ce qui concerne les règlements de l'impôt sur les revenus (modification du barème) 2020, ils reproduisent les dispositions existantes de la législation avec leur numérotation correcte.

Sainte-Marie : Reprise progressive du tourisme, des offres promotionnelles lancées



Le Lakana met en avant des offres promotionnelles pour attirer les touristes

Les impacts de la crise de la pandémie de Covid-19 sont énormes, pour les opérateurs du secteur du tourisme, entre autres, les hôteliers et les restaurateurs. Avec le retour progressif à la normale, les entreprises du tourisme lancent des offres promotionnelles, afin d'accélérer la reprise des activités. C'est le cas du site « Le Lakana », qui a rouvert ses portes et celles de ses bungalows en bord de lagon et sur l'eau, au début de ce mois de septembre 2020. *« Nous proposons une évasion garantie avec un bol d'air marin pur... à la découverte de l'île Sainte Marie. Les clients y rêveront des aventures de la flibuste en longeant l'île aux forbans et en allant visiter le cimetière des pirates ... ils iront vagabonder jusqu'aux Piscines Naturelles, déguster une langouste grillée ou jouer les robinsons à l'île aux nattes ... ou encore découvrir la mangrove de la baie d'Ampanihy en bateau ... Sur cette île, il y a des Saint Mariens vivant de la pêche et de la cueillette des nombreuses plantes, épices, fleurs, fruits, etc. Certes, les touristes vont en oublier qu'un virus existe quelque part »*, avancent les responsables auprès de Lakana Sainte-Marie. Mais ce n'est pas tout. Pour les passionnés de sport de plein air, ils ont également cité les virées en quads et motos, plongée, kite surf, paddle, VTT, golf (9 trous), escalade, kayak, et hamac. Bref, des attractions qui pourraient séduire aussi bien les touristes locaux qu'étrangers. D'après les informations, la destination Sainte-Marie bénéficie déjà actuellement de deux vols par semaine, le jeudi et le dimanche. Plusieurs nouvelles compagnies de transport par bateau sont également apparues dernièrement. En effet, tous les opérateurs touristiques de Sainte Marie « Nosy Boraha » travaillent main dans la main pour promouvoir cette destination sous le slogan *« une île... un jardin... une histoire »*.